

Agence de transfert des technologies financières

Le Luxembourg contribue à la création d'un MBA de finances en Roumanie

Les banquiers roumains se préparent à l'échéance 2007

MLR - Les relations luxembourgo-roumaines sont décidément au beau fixe. Après la visite d'État du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse en Roumanie, à la fin du mois de mars, des relations plus discrètes continuent à se nouer derrière les coulisses entre les différents acteurs économiques des deux pays. Le président recteur de l'Institut Bancaire Roumain, Lucian Ionescu, était ainsi jeudi et vendredi au Luxembourg pour rencontrer les responsables de l'Agence de transfert des technologies financières (ATTF). Au centre des discussions: les modalités du partenariat entre l'ATTF et l'Institut Bancaire Roumain pour créer le premier programme national de MBA spécialisé en finances.

D'après Lucian Ionescu, le MBA devrait démarrer à l'automne prochain. Ce cycle postuniversitaire durera trois semestres et comptera une douzaine de cours. «Quatre ou cinq d'entre eux seront délivrés par des experts luxembourgeois», explique le président recteur. Une collaboration qui ne sera pas une première puisque les deux organes ont établi leurs premiers contacts en 1992. «La place financière luxembourgeoise est pour nous un modèle de modernité et d'efficacité», commente-t-il. Autre plus-value du Luxembourg: son intégration au sein du marché unique. «Notre objectif est de nous préparer à l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne à l'horizon 2007», dit-il.

Des réformes toujours en cours

La Roumanie a entamé en 1990, après la chute du dictateur Ceaucescu, sa transition vers une économie de marché. Un processus qui n'a pas été des plus aisés. «Au cours des sept premières années, toutes les erreurs possibles ont été commises», reconnaît Lucian Ionescu, qui a également été membre du conseil d'administration de la Banque Nationale de Roumanie de 1991 à 1998. Crédits dou-



«Notre objectif est de nous préparer à l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne», indique le président de l'Institut Bancaire Roumain, Lucian Ionescu

(Photo: Anouk Antony)

teux, fraudes, chiffres tronqués: le système financier roumain ne brillait pas par sa transparence et sa fiabilité.

Les temps d'après lui sont en train de changer. Le taux de crédits douteux seraient ainsi passés de 60 % en 1998 à moins de 3 % aujourd'hui. Une évolution qu'il explique par trois facteurs.

En premier lieu, nombre de banques mal gérées ont fait faillite. Ensuite, la Banque Nationale de Roumanie a entrepris une restructuration de ses opérations de supervision. Enfin, les privatisations des entreprises du secteur financier ont permis l'arrivée de capitaux étrangers, qui ont dans le même temps introduit leurs standards internationaux. Sur les 79 banques actives en Roumanie (employant 40 000 personnes), les deux-tiers sont détenues par des capitaux étrangers. Avec la privatisation annoncée de la Banque commerciale de Roumanie, l'année prochaine, le taux de contrôle par des sociétés étrangères devrait atteindre 90 %, estime Lucian Ionescu.